

# Traité de Brétigny

## 8 mai 1360

Auteur du texte : Contamine, Philippe    Date : 1360



Sceau du roi Édouard III  
d'Angleterre  
Archives nationales © RMN

Si elle avait duré, la paix conclue en 1360 à Brétigny puis confirmée la même année à Calais entre Jean II le Bon, roi de France, et Édouard III, roi d'Angleterre, aurait été pour la France une amputation sans précédent. Car depuis le traité de Verdun (843), non seulement le royaume avait conservé ses limites mais encore l'autorité royale directe s'y était de plus en plus affirmée.

Cette performance séculaire se trouva compromise pour des raisons féodales et dynastiques. À partir de 1340, Édouard III revendiqua la couronne de France en tant que descendant direct de Philippe IV le Bel tout en s'efforçant de sauvegarder l'intégrité de son duché d'Aquitaine. D'où le déclenchement du conflit qui devint la guerre de Cent ans. Or les

Anglais se montrèrent les plus forts, au point de faire prisonnier Jean II à la bataille de Poitiers (1356).

Édouard III pouvait se croire proche du but, d'autant que des insurrections venaient compliquer la tâche de Charles, fils aîné de Jean II, régent du royaume de France durant la captivité de son père. Le vainqueur poursuivait deux objectifs : ne consentir à la libération de Jean II, transféré en Angleterre, que contre une écrasante rançon, et obtenir une compensation territoriale à la hauteur de ses prétentions. Pourquoi pas la France ?

Des négociations furent entamées. La résistance s'organisa. À l'automne 1359, Édouard III passa de nouveau sur le continent. Il espérait s'emparer de Reims, la ville du sacre, faire plier Paris. En vain. Son armée, physiquement éprouvée par des mois de campagne, subit un orage terrifiant, quasiment théologique, quelque part au sud de Paris, alors qu'elle s'apprêtait à gagner la Bretagne. Tel fut le « lundi noir » (*Black Monday* : 13 avril 1360). Le roi d'Angleterre comprit qu'il fallait traiter : ce furent les

préliminaires de paix de Brétigny, ratifiés par les deux rois le 24 octobre suivant à Calais. La chrétienté tout entière était conviée à se réjouir de cette réconciliation solennelle et sacrée.

Édouard III renonçait au titre de roi de France mais, outre la rançon, il obtenait, en toute souveraineté, la Guyenne, la Saintonge, l'Agenais, le Limousin, le Périgord, le Quercy et l'Angoumois. Ainsi fut créée, en faveur d'Édouard, prince de Galles, son fils aîné, la principauté d'Aquitaine.

Si le traité avait duré, le royaume de France aurait perdu un tiers de sa superficie et de ses sujets. Mais le fils de Jean II, devenu Charles V, prit sur lui en 1369 de rompre cet accord inique et humiliant et surtout s'employa avec succès à la reconquête des provinces perdues.

Les forces anglaises ne surent les défendre. La principauté d'Aquitaine ne cessa de se réduire. Au terme de cette crise majeure, l'idée se répandit au sommet de l'État que tout roi de France, lors de son sacre, avait prêté serment de maintenir dans leur intégralité le ressort judiciaire et la souveraineté politique du royaume. Tel fut pendant des générations le principe de base de la diplomatie française.

Philippe Contamine  
membre de l'Institut

Source: Commemorations Collection 2010

## Personnes :

Contamine, Philippe (1932-2022), Jean II (1319-1364 ; roi de France)

## Thèmes :

Frontière, Guerre de Cent Ans (1337-1453), Relations européennes, Texte officiel